

Nouvelles locales du jeudi 4 mars 2010

@rib News, 04/03/2010 | Politique / Economie. - Le leader du parti Cndd, le député LÃ©onard Nyangoma se dit prÃ©occupÃ© par l'avenir des 10.000 personnes qui vivent grÃ¢ce Ã la SociÃ©tÃ© sucriÃ¨re du Moso (Sosumo) menacÃ©e de faillite. Selon rÃ©fÃ©rant sur l'Ã©tat Ã©conomie de cette entreprise, LÃ©onard Nyangoma dÃ©ment les informations du Directeur gÃ©nÃ©ral Sosumo Alexis Ntaonzoba affirmant que la Sosumo est financiÃ¨rement bien portante. LÃ©onard Nyangoma dÃ©clare que la nouvelle direction s'est installÃ©e quand la Sosumo avait plus de 3 milliards sur ses comptes et qu'actuellement elle mÃªme somme comme dette. Le député Nyangoma dÃ©nonce aussi la vente du sucre Ã l'Ã©tranger Ã un vil prix. Selon prÃ©sident du Cndd, un sac de sucre de 50kg est vendu Ã l'Ã©tranger Ã 30 dollars amÃ©ricains (32.000Fbu), alors qu'au Burundi il coÃ»te 70.000Fbu (68 dollars amÃ©ricains).

Une autre anomalie relevÃ©e par M. Nyangoma est la non exÃ©cution du projet d'extension des cultures de cannes jusqu'en Tanzanie, une promesse qui ne s'est jamais rÃ©alisÃ©e. Le député Nyangoma demande au Gouvernement de respecter les biens d'intÃ©rÃ©t public et demande au PrÃ©sident de la RÃ©publique en personne de rÃ©agir pour sauver cette entreprise. Le Ministre de la Bonne Gouvernance Martin Niyabandi a promis de s'exprimer sur ce cas aprÃ©s la publication du rapport par l'inspection de l'Etat qui a dÃ©jÃ entamÃ© des enquÃªtes sur la Sosumo. (Isanganiro) | Justice.- Le procÃ©s des trois policiers de Muramvya accusÃ©s d'avoir torturÃ© des civils fin 2007 a repris ce jeudi au tribunal de grande instance de Muramvya. Selon des informations en provenance de la colline de Kaniga, 22 personnes se seraient confiÃ©es aux organisations de dÃ©fenses des droits de l'homme mais le nombre des personnes torturÃ©es par ces policiers dÃ©passe largement les 22. Ces personnes affirment avoir passÃ© plus de 3 semaines dÃ©tenues dans une petite chambre du dispensaire de Kaniga oÃ¹ elles recevaient des coups de bÃ¢tons et matraque chaque jour. Les noms des policiers impliquÃ©s dans cette affaire sont DÃ©sirÃ© Uwamahoro, Nestor Niyukuri et Apollinaire Sindikubwayo, les deux premiers Ã©tant des officiers de police et le dernier un sous officier. Notons que l'un de ces officiers du nom de Nestor Niyukuri a Ã©galement Ã©tÃ© Kayogoro quelques jours aprÃ©s ces tortures et a commis une autre bavure Ã Kayogoro en ordonnant Ã ces subalternes de tirer sur des Ã©lÃ©ves scouts tuant l'un d'eux et blessant griÃ¨vement d'autres. Il est actuellement en prison centrale de Mpimba sur cette derniÃ¨re affaire (Isanganiro/Rpa/Bonesha). - Trois Ã©lÃ©ves du LycÃ©e Bugenyuzi Ã Karusi sont en prison depuis ce lundi. Selon des sources sur place, ces Ã©lÃ©ves ont Ã©tÃ© arrÃ©tÃ©s Ã l'Ã©cole alors qu'ils prÃ©sentaient pour les cours tÃ©t le matin du lundi 1er mars 2010. Ces mÃªmes sources confirment que ces Ã©lÃ©ves seraient victimes des incidents lors d'un match de football qui devait opposer l'Ã©quipe venue de Tangara Ã Ngozi Ã celle de la commune de Bugenyuzi. Ce match ayant Ã©tÃ© suspendu sous ordre de l'administrateur communal de Bugenyuzi quelques minutes aprÃ©s son dÃ©but, les supporters se seraient fÃ©chÃ©s et on lancÃ© des insultes Ã leur administrateur l'entraÃªnant Ã l'arrestation le lendemain. La direction et le comitÃ© des parents de cette Ã©cole demandent la libÃ©ration de ces enfants (Isanganiro) | Droit de l'homme.- La ligue Burundaise des droits de l'homme Iteka se dit prÃ©occupÃ©e par le retard dans la mise en place de la Commission nationale des droits de l'Homme au Burundi. Joseph Ndayizeye dit que le projet de loi portant la mise en place de cet organe a Ã©tÃ© Ã©tudiÃ© par le Gouvernement et est actuellement au bureau de l'Assemblée Nationale mais qui tarde Ã le programmer dans une sÃ©ance plÃ©nitiÃ¨re pour analyse. D'aprÃ©s le prÃ©sident d'Iteka, l'importance de cette commission, c'est de surveiller le respect des droits de la personne humaine et surtout de faire des suggestions au Gouvernement sur l'indemnisation des victimes de traitements dÃ©gradants et inhumains (Bonesha). |

Education- Les trois principaux syndicats des enseignants Conapes, Sleb et Synapp demandent au Gouvernement de payer Ã leurs syndiquÃ©s les arriÃ©rÃ©s de salaire comme promis depuis 2007. Ils se disent Ã©tonnÃ©s par la dÃ©cision de l'Etat de payer ces arriÃ©rÃ©s entre l'annÃ©e 2011 et 2016, ce qui les pousse Ã menacer de faire une grÃ¢ve illimitÃ©e depuis le 8 mars si rien n'est fait pour annuler cette mesure. Philibert Ngezahayo, prÃ©sident du Conapes annonce que le Gouvernement sera le seul responsable de tout ce qui va arriver chez les enfants durant cette pÃ©riode de grÃ¢ve. (Bonesha) | Diplomatie/CoopÃ©ration- L'Ã©missaire de la RÃ©publique FÃ©dÃ©rale d'Allemagne au Burundi, Joseph Weis a animÃ© une confÃ©rence de presse au cours de laquelle il a rÃ©vÃ©lÃ© que son pays allait octroyer une enveloppe de 60 millions de dollars pour aider dans le secteur de l'Ã©nergie Ã©lectrique dans la sous-rÃ©gion, une aide qui va aider le Burundi, le Congo et le Rwanda dans la construction du barrage Ruzizi 3. Une autre partie de cette aide va financer la construction du rÃ©seau Ã©lectrique reliant les trois pays. Selon l'Ã©missaire Weis une autre enveloppe sera octroyÃ©e au Burundi pour la prÃ©paration et l'organisation du cycle Ã©lectoral. (Bonesha/Rtnb) | SociÃ©tÃ©- Le PrÃ©sident de la RÃ©publique a nommÃ© une nouvelle Commission Nationale Terre et autres Biens. Cette nouvelle commission est passÃ©e de 22 Ã 50 membres et 6 des membres de l'ancienne commission ont Ã©tÃ© remplacÃ©s. Cependant, le bureau de la commission reste inchangÃ© : le prÃ©sident est AstÃ¨re Kana, le vice-prÃ©sident Pontien Niyongabo et Mme Louise Ndenzako secrÃ©taire de la commission. (Bonesha/Rtnb)